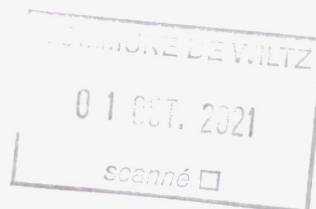




LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

Direction
Référence : EAU/AUT/21/0538
Dossier suivi par : Service autorisations - SBA
Tel.: 24556 - 922 (08:30 - 11:30)
Email : autorisations@eau.etat.lu



Administration communale de la Ville
de Wiltz
2, Grand-Rue
L-9530 Wiltz

Esch-sur-Alzette, le 28 SEP. 2021

Affichage final Art. 24 §2



Requérant(s)	Energiepark Conseil, Stratégie, Réalisation
Objet	132 Forages géothermiques - Op Heidert à L-9542 Wiltz
Localité(s)	Wiltz
Commune(s)	Wiltz

Monsieur le Bourgmestre,

Par la présente je vous envoie la décision ministérielle. Veuillez procéder à l'apposé du certificat prévu à l'article 24, §2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau aux lieux habituels d'affichage. Après l'affichage, je vous prie de bien vouloir nous retourner les documents y afférents.

p.v.
Olivier Leitz

Chef du Service Autorisations

Annexes :

- Copie de la décision ministérielle
- Documents vérifiés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

COPIE

Autorisation n° EAU/AUT/21/0538

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 5 mai 2021 présentée par BauGrund Süd - Büro Würselen, Monnetstraße 5, D-52146 Würselen, au nom de Energiepark Conseil – Stratégie - Réalisation, 6, Jos Seyler Strooss, L-8522 Beckerich, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'extraction d'énergie thermique à partir du substratum géologique dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de forages pour pompe à chaleur ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

L'extraction d'énergie thermique à partir du substratum géologique dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de forages pour pompe à chaleur est autorisée aux emplacements indiqués sur l'extrait cadastral faisant partie du dossier de demande :

Commune(s)	Section(s)	N° cadastral(aux)
Wiltz	WB de Niederwiltz	841/3646; e.a.

selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

1. Le nombre de forages est limité à 132.
2. La profondeur autorisée des forages est limitée à 140 m.
3. Les travaux de forage sont à réaliser par une société de forage certifiée suivant DVGW W120-2 ou équivalent. Les travaux sont à suivre par un géologue spécialisé dans ce domaine.
4. Une bâche ou une membrane imperméable est à installer sous les foreuses pendant toute la durée des travaux de forage, afin de récupérer toute fuite de carburant et d'huile.
5. Un stock suffisant de produits fixants ou absorbants est à mettre en place à proximité, dans un endroit visible et facilement accessible. Ces matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

Bureau:

Adresse postale :
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 40 04 10

6. Toutes les eaux pompées/eaux de fouilles ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes sont à évacuer via des bassins de décantation de capacité appropriée, soit:
 - vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir de substances polluantes, de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9, une turbidité maximale de 30 NTU (classe: eau légèrement trouble) et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir de substances polluantes. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit ni causer un lessivage vers un cours d'eau ou une canalisation, ni engendrer un dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales, à condition de ne pas contenir de substances polluantes et de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9 et une turbidité maximale de 30 NTU (classe: eau légèrement trouble). Tout raccordement à la canalisation publique pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'administration communale territorialement compétente, respectivement le propriétaire de la canalisation.
7. L'espace annulaire de la sonde doit être entièrement rempli afin d'empêcher les infiltrations d'eaux superficielles. Le tuyau d'injection des matériaux de remplissage (suspension/mélange d'argile spécial + ciment) doit être positionné au fond du forage et de telle sorte que le remplissage de l'espace annulaire se déroule convenablement du bas vers le haut.
8. Lorsqu'une ou plusieurs nappes d'eau souterraine sont atteintes pendant des travaux de forage, nécessitant le pompage de l'eau souterraine, les données suivantes sont à collecter :
 - Localisation de la profondeur de la ou des nappes d'eau souterraine.
 - Identification des couches géologiques et des aquifères.
9. Un descriptif détaillé des couches géologiques rencontrées pendant les travaux de forage, y compris la situation hydrogéologique (présence d'eau souterraine, niveau(x) de(s) nappe(s), relations éventuelles entre deux différents niveaux, conditions captives, libres ou artésiennes, etc.) est à remettre à l'Administration de la gestion de l'eau au plus tard un mois après la fin des travaux. Une coupe géologique schématique est à réaliser.

Art. 3 : Obligations d'informer l'Administration de la gestion de l'eau

1. L'Administration de la gestion de l'eau (Division des eaux souterraines et des eaux potables) est à avertir deux semaines avant l'exécution des travaux par courrier ou par courrier électronique à l'adresse potable@eau.etat.lu.
2. Les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau sont à avertir par mail (potable@eau.etat.lu) lorsque les phénomènes suivants sont observés lors des travaux de forage: nappe artésienne, phénomène de gonflement, vides et crevasses.
3. En cas d'abandon du forage, un colmatage est à effectuer selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée. La méthodologie de colmatage est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu) au moins deux semaines avant la réalisation des travaux.
4. En cas de pollution accidentelle (par exemple déversement d'hydrocarbures, rupture de récipients, déversement de produits dangereux, fuites des eaux usées, etc.), des mesures immédiates sont à prendre pour empêcher une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (p. ex. fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles, excavation des terres polluées). L'administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél.: 112, email: pollutions@eau.etat.lu), l'Administration de l'environnement et, si nécessaire, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sont à informer sans délai de l'incident.

Art. 4 : Validité

Conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Art. 5 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer à tout moment des contrôles afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente autorisation.

Art. 6 : Limites

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Art. 7 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Art. 8 : Transmission

Conformément à l'article 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Esch-sur-Alzette, le 28 SEP. 2021

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Jean-Paul Lickes
Directeur de l'Administration de la
gestion de l'eau

Documents annexés :

- Formulaires F-AUT-GEN et F-AUT-FG
- Extrait de la carte topographique
- Extrait de la carte géologique
- Extrait du plan cadastral
- Documentation technique
- Plan de situation